

[Text]

The Committee also requested the breakdown of this estimate into total and incremental cost and the Atomic Energy Control Board has indicated on the attached statement that all the anticipated expenditures of the \$1.6 million will be considered incremental by AECB for presentation of billing to the Soviet Union. Yours sincerely, Alastair Gillespie.

• 1610

The attached financial statement, COSMOS 954, projected to March 31, 1979, Supplementary Estimates "A", \$1.6 million; Expenditures, Transportation and Communications, \$60,000; Professional and Special Services, James F. McLaren, Contract—July 6, 1978, \$846,433; Amendment—September 25, 1978, \$98,060; AECL, \$260,800; Department of National Defence, \$3,000; Energy, Mines and Resources, \$133,400; Department of the Environment, \$42,700; for a total of \$1,384,393; Rentals, \$60,607; Capital, \$95,000, for a total of \$1.6 million. Amendment was negotiated by AECB for workload increase. The entire 1978-79 anticipated expenditure of \$1.6 million is considered incremental by AECB for presentation of billing to the Soviet Union.

[Translation]

l'exercice financier 1978-1979 au titre du programme de décontamination relatif au Cosmos 954.

Le comité a également demandé que l'on fasse une distinction entre les coûts totaux et les coûts supplémentaires. Le document ci-joint émanant de la Commission de contrôle de l'énergie atomique indique que le montant de 1.6 millions de dollars au titre des dépenses prévues sera considéré comme coûts supplémentaires et pourra faire l'objet d'une demande de remboursement de la CCEA à l'intention des soviétiques. Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma sincère considération. Alastair Gillespie.

Programme relatif au COSMOS 954. Prévisions jusqu'au 31 mars 1979, Budget supplémentaire «A», \$1.6 million: Dépenses, Transports et Communications, \$60,000; Services professionnels et spéciaux, James F. McLaren, Contrat - 6 juillet 1978, \$846,433; modification - 25 septembre 1978, \$98,060; EACL, \$260,800; ministère de la Défense nationale, \$3,000; Energie, Mines et Ressources, \$133,400; ministère de l'Environnement, \$42,700; Total: \$1,384,393; Location, \$60,607; Valeur immobilisée, \$95,000; Total: \$1.6 million. Les modifications négociées avec la CCEA concernaient une augmentation de la charge de travail. La CCEA considère comme coûts supplémentaires le total du montant de \$1.6 million de dépenses prévues pour l'exercice financier 1978-1979. Ce montant pourra faire l'objet d'une demande de dommages et intérêts à présenter aux autorités soviétiques.

Le président: Merci, monsieur Cook.

Monsieur Douglas, vous avez la parole.

M. Douglas: Monsieur le président, mes questions feront suite à celles qu'a posées M. Munro.

Tout d'abord, M. Mitchell Sharp a déjà parlé d'installations provisoires lorsqu'il a comparu. J'aimerais savoir si les décisions à ce propos relèvent uniquement de l'Administration du pipe-line du Nord et si l'Office national de l'énergie n'a de rôle à jouer qu'en ce qui concerne les exportations. Jouez-vous un rôle en ce qui concerne les installations provisoires?

M. Edge: Monsieur Douglas, il importe de tenir compte de quelques nuances.

Tout d'abord, il s'agit d'avoir du gaz à exporter et, pour cela, il faut faire une demande de permis d'exportation aux termes de l'article 6 de la Loi sur l'Office national de l'Énergie. Cette question relève donc de la responsabilité de l'Office et c'est le Cabinet qui prend la décision d'exporter si l'Office se montre favorable.

D'autre part, si les installations provisoires servent finalement au transport du gaz de l'Alaska, il faut bien sûr se reporter à la Loi sur le pipe-line du Nord. L'Administration s'occupe essentiellement de la construction; pour sa part, l'Office a plusieurs rôles à jouer.

Mr. Edge: I think there are some nuances that would modify the view you express, Mr. Douglas.

First of all, to pre-build, one has to have gas to export, and the gas to export will be dealt with under an application for a licence under paragraph 6 of the National Energy Board Act. That is clearly in the Board's area of responsibility with the decision resting in Cabinet should the Board make a favourable decision.

The second area is the facilities for the carriage of any pre-built gas. And assuming that those facilities will ultimately carry Alaska gas, it is clear that those are under the Northern Pipeline Act. Whereas the main construction role is with the Agency, the Board has a number of roles.